



Coalition pour l'équité salariale
Coalition for Pay Equity

ENTRE NOUS

154, rue Queen, Moncton, N.-B., E1C 1K8

Tél. : 855-0002. Téléc. : 854-9728

coalitio@nb.sympatico.ca

www.equite-equity.com

Mars 2005

Après un automne chargé, où plusieurs de nos membres et partenaires se sont engagés dans les audiences publiques sur l'équité salariale, l'hiver fut la saison de l'attente... du rapport du Comité de modification des lois et du plan d'action du gouvernement en réponse à la Table ronde.

Espérons que mars apportera de bonnes nouvelles avec les premiers signes du printemps et la réouverture de la session de l'Assemblée législative ! D'ici là, il faut continuer à demander que la loi sur l'équité salariale soit adoptée. Ne manquons pas une occasion d'en parler à nos députés et députées ! Voici les détails des activités depuis la fin octobre 2004.

Notre projet de loi à l'Assemblée législative !

En juin 2004, Elizabeth Weir, du Nouveau Parti Démocratique, a introduit notre projet de loi à l'Assemblée législative et Carmel Robichaud, du Parti Libéral, l'a appuyé. Le gouvernement l'a ensuite envoyé au Comité de modification des lois. Ce dernier a tenu des audiences publiques les 17, 18 et 26 novembre 2004.

Sur 37 présentations, 30 appuyaient le projet de loi 77, tel quel ou avec des modifications mineures; 3 préconisaient l'approche de la Table ronde sur l'écart salariale, soit l'adoption de mesures volontaires, avec la possibilité de légiférer après 5 ans si les progrès s'avéraient peu concluants; 3 étaient des témoignages d'experts de l'extérieur du N.-B., dont deux en faveur de l'équité salariale et 1 s'avérait neutre.

La majorité des mémoires sont sur notre site Internet, <http://www.equite-equity.com> sous la rubrique « Équité salariale » et sous l'onglet « Mémoires audiences publiques ».

Le Comité de modification des lois doit maintenant donner son rapport à l'Assemblée législative (possiblement en mars ou avril 2005) et le gouvernement devra décider de suivre ou non ses recommandations.

Entre temps, plusieurs personnalités ont donné un appui public au projet de loi dont l'ex-commissaire en chef de la Commission des droits de la personne du Canada

Gordon Fairweather, les sénatrices Rose-Marie Losier-Cool, Viola Léger et Pierrette Ringuette, l'ex-sénatrice Erminie Cohen, l'économiste Joan McFarland.

Exprimez, vous aussi, votre appui au projet de loi à votre député ou députée ! Un blitz serait très utile avant la reprise de la session législative !

Dans son discours du trône, le gouvernement a indiqué son intention de suivre les recommandations de la Table ronde sur l'écart salarial (qui embrasse plus large que seule l'équité salariale et propose des mesures volontaires).

Cependant, la Coalition pour l'équité salariale soutient qu'il doit également écouter ceux et celles qui ont participé aux audiences publiques. Nous voulons une action ferme – une loi sur l'équité salariale – et non seulement des mesures volontaires.

L'équité salariale et la Journée internationale de la femme

Au moment où vous lirez ces lignes, des membres de la Coalition pour l'équité salariale auront rencontré leur député ou députée pour lui demander d'appuyer une loi sur l'équité salariale et lui offrir un sac d'épicerie de tissu, rappelant ainsi le lien entre équité salariale et pouvoir d'achat. Le thème : « L'iniquité salariale m'appauvrit ! » D'autres sacs seront distribués au grand public à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Un total de 500 sacs ont été imprimés, grâce à la participation financière du Syndicat des infirmières, de l'Alliance de la fonction publique du Canada, du Syndicat canadien de la fonction publique, de l'Association des travailleuses et travailleurs sociaux et du Congrès du travail du Canada.

Un prix national pour Huberte Gautreau

Le 21 octobre 2004, Huberte Gautreau a reçu le Prix de l'Affaire Personne de la Gouverneure générale en reconnaissance de son leadership dans le dossier de l'équité salariale et de son engagement pour éliminer la violence faite aux femmes.

Ce prix rend hommage aux femmes qui ont contribué de façon exceptionnelle à la qualité de vie des femmes au Canada. Il commémore la ténacité des « Cinq femmes célèbres » qui ont obtenu que les femmes soient reconnues légalement comme des personnes au Canada, en 1929.

Des progrès au Québec

Malgré un lent départ, une grande majorité des entreprises du Québec se sont maintenant conformées à la *Loi sur l'équité salariale*¹. En effet, 85 % des entreprises de 50 employés ou plus ont terminé leur démarche d'équité salariale. Entre 65 et 70 % des entreprises de 10 à 49 employés aussi.

Quels facteurs ralentissent la mise en place d'un programme d'équité salariale chez les autres entrepreneurs ?

- Une logique de productivité qui ne sait comment intégrer une culture de justice
- L'absence d'évaluation de tâches et de règles de rémunération
- Le manque de connaissance de leurs droits, dans le cas de certaines travailleuses
- La confusion entre l'équité salariale et la parité salariale.

Pour aider les entreprises, la Commission de l'équité salariale du Québec a mis au point un progiciel d'évaluation de postes, disponible sur son site Internet.

L'équité salariale au fédéral

Certains domaines comme la télédiffusion, les télécommunications, les banques à charte ainsi que le transport interprovincial et international sont des secteurs de juridiction fédérale. Donc, pour les employées et employés de ces secteurs, l'équité salariale est la responsabilité du gouvernement fédéral.

Ce dernier a mis sur pied un Groupe de travail pour réviser sa législation en matière d'équité salariale. Le Groupe de travail a déposé son rapport en mai 2004 (disponible sur le site : www.payequityreview.gc.ca/). Il recommandait que le gouvernement fédéral adopte une loi proactive et spécifique à l'équité salariale.

Afin d'inciter le gouvernement à agir, plusieurs organismes, dont la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick, ont formé le Réseau national de l'équité salariale. Sa première action s'est déroulée sous le thème « L'équité salariale... au cœur de l'égalité », le 14 février 2005.

Bienvenue à nos nouveaux organismes membres !

Union des municipalités du Nouveau-Brunswick

Institut féminin, cercle de Grande-Digue

Nombre total d'organismes membres de la Coalition à date : 44.

¹ Source : « Équité salariale : on a frappé un os ». Entrevue avec Rosette Côté, présidente de la Commission de l'équité salariale du Québec. *Gazette des femmes*, janv.-fév. 2005, p. 10.

Talents recherchés

La force d'une coalition réside dans la participation et la diversité de ses membres ! Nous avons besoin de vous ! Communiquez avec Johanne Perron, coordonnatrice, pour offrir votre aide : 855-0002, coalitio@nb.sympatico.ca

Vous avez de la patience ?

Assemblez des documents, préparez les envois postaux (région de Moncton) !

Vous savez convaincre ?

Rencontrez vos députés et députées !

Les contacts, ça vous connaît ?

Appelez des organismes pour offrir des exposés sur l'équité salariale !

Vous aimez rencontrer des groupes ?

Faites des exposés sur l'équité salariale à des groupes !

Sens artistique ?

Faites la mise en page de notre bulletin « Entre Nous » !

Méthodique, à l'aise à l'ordinateur et dans la région de Moncton ?

Prenez en charge le Centre de documentation !

Personne d'équipe ?

Joignez ou formez un comité régional de la Coalition dans votre région

Stratégique ?

Donnez votre nom pour être membre de notre prochain conseil d'administration !

De l'imagination ?

Trouvez un nouveau nom (en français et en anglais) pour notre feuillet d'information « Entre nous » !

À inscrire à votre agenda !

*Assemblée générale annuelle
de la Coalition pour l'équité salariale
25 juin 2005
à Fredericton.*

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET : www.equite-equity.com